

**RAPPORT N° 2022/2-32**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 08 avril 2022**

**OBJET : RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE INTERCOMMUNAL – DECLASSERMENT ET MISE A LA REFORME DES DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHEQUE INTERCOMMUNALE ALAIN PETERS – AUTORISATION DE DONS A DES ASSOCIATIONS**

*Référence au projet politique :*

*Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »*

*Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »*

*Engagement 14 : « Engager la CINOR vers une politique culturelle novatrice et structurée »*

Le réseau de lecture publique intercommunal poursuit une politique d'acquisition dynamique en proposant des fonds régulièrement enrichis de nouveaux documents.

La gestion d'un fonds documentaire intègre également la mise à la réforme de documents lorsqu'ils ne peuvent plus être proposés en consultation ou en prêt du fait de l'obsolescence de leur contenu ou en raison de l'état physique même du document.

La bibliothèque intercommunale Alain Peters a identifié 212 livres de jeunesse qui répondent à ces critères. Les documents concernés par le déclasserment figurent sur la liste jointe en annexe.

Les documents dont l'état physique le permet seront donnés aux associations qui en auront fait la demande. Ceux qui ne peuvent plus être utilisés dans ce cadre seront mis au pilon (procédure de destruction).

Le retrait de ces documents du fonds permettra de disposer d'espaces sur les rayonnages pour la mise en circulation des nouveaux documents.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- M'autoriser à déclasser et mettre à la réforme les documents figurant sur la liste jointe en annexe ;
- M'autoriser à donner à des associations, qui en auraient fait la demande, lesdits documents retirés des collections de la bibliothèque intercommunale Alain Peters.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



DECISION N° 2022/2-32  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 avril 2022

**OBJET : RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE INTERCOMMUNAL – DECLASSEMENT ET MISE A LA REFORME DES DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHEQUE INTERCOMMUNALE ALAIN PETERS – AUTORISATION DE DONNS A DES ASSOCIATIONS**

**Référence au projet politique :**

**Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »**

**Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »**

**Engagement 14 : « Engager la CINOR vers une politique culturelle novatrice et structurée »**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n°2022/2-32 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-32-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'autoriser le Président à déclasser et mettre à la réforme les documents figurant sur la liste jointe en annexe.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à donner à des associations, qui en auraient fait la demande, lesdits documents retirés des collections de la bibliothèque intercommunale Alain Peters.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

